



## Assemblée générale

Soixante-troisième session

Documents officiels

Distr. : Générale  
18 décembre 2008  
Français  
Original : anglais

---

### Deuxième commission

#### Compte rendu analytique de la 5e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi, 7 octobre 2008, à 15 h.

*Présidente* : M<sup>me</sup> Ogwu ..... (Nigéria)  
*ensuite* : M. Hoppe (Vice-Président) ..... (Allemagne)

### Sommaire

Débat général (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

08-53807 (F)

**\*0853807\***

*La séance est ouverte à 15 h 10.*

### **Débat général (suite)**

1. **M. Masuku** (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (FAO) fait observer que le travail de la Commission se déroule sur fond de crise alimentaire mondiale, de perturbations financières et d'une multitude de craintes liées aux changements climatiques. D'après les indicateurs de la FAO, 75 millions de personnes ont rejoint les rangs de celles qui vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui porte à 923 millions le nombre estimé de personnes souffrant de dénutrition dans le monde. Les prix élevés des denrées alimentaires ont renversé la tendance positive précédente à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement qui consiste à réduire de moitié le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde. Pour réduire ce nombre de 500 millions au cours des sept années qui nous séparent de 2015, il faudrait un effort énorme à l'échelle mondiale en vue de rendre l'alimentation accessible aux plus vulnérables et d'aider les petits producteurs à augmenter leur production et leurs revenus.

2. L'approche duale du FAO vise à améliorer les moyens de subsistance en encourageant le développement agricole et rural tout en offrant des politiques et des programmes qui soutiennent l'accès direct à l'alimentation des personnes qui souffrent de la faim. En décembre 2007, l'Organisation a lancé son Initiative sur la flambée des prix des aliments en vue d'aider près de 80 pays vulnérables à prendre des mesures urgentes pour accroître l'offre alimentaire et de fournir un appui stratégique pour améliorer l'accès aux denrées alimentaires. Les pays les plus durement touchés par la crise actuelle, dont la plupart sont situés en Afrique, auront besoin d'au moins 30 milliards de dollars des États-Unis par an pour assurer la sécurité alimentaire et ranimer les systèmes agricoles longtemps négligés. Si l'incidence de la faim dans le monde peut être réduite, cela accroîtra sensiblement les chances d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement qui concernent la diminution de la pauvreté, l'éducation, la mortalité infantile, la santé maternelle et la maladie.

3. La crise alimentaire mondiale et l'augmentation spectaculaire des prix des denrées alimentaires ont été attribuées à la convergence de plusieurs facteurs, notamment la production de biocarburants. « Biocarburants: perspectives, risques et

opportunités », le rapport 2008 de l'Organisation sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, montre que les biocarburants présentent à la fois des possibilités importantes mais aussi des risques et que l'ampleur des conséquences dépendra essentiellement des politiques de soutien des biocarburants. Sous les politiques actuelles, il y a eu des incidences modestes sur la sécurité énergétique, des incidences variables sur les changements climatiques, et des incidences importantes sur le développement agricole et la sécurité alimentaire. Par conséquent, l'extension des possibilités et la diminution des risques nécessiteront des changements dans les politiques. Par exemple, à plus long terme, la demande accrue de biocarburants peut présenter une possibilité de réduction de la pauvreté et de meilleure sécurité alimentaire dans les pays en développement, mais uniquement si des politiques et des investissements adéquats sont mis en place. De même, les biocarburants sont potentiellement en mesure de réduire les émissions de gaz à effet de serre, puisque le carbone émis lors de la combustion du carburant peut être capté par la croissance des plantes. Toutefois, le taux de réduction dépendra de la quantité de terres et d'énergie utilisée pour produire les carburants.

4. **M<sup>me</sup> Pierce** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) dit qu'un Sommet organisé en 2010 pour examiner les progrès sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement inciterait les États membres à dégager plus de 16 milliards de dollars des États-Unis en nouveaux engagements (dont 4,5 milliards pour l'éducation et 3 milliards pour la lutte contre la malaria) annoncés par le Secrétaire général à la Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement. L'approche du partenariat pour le développement — le fondement du travail de la Commission et la seule manière d'atteindre les objectifs — doit relever les défis nouveaux apparus récemment. Il convient, à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en oeuvre du consensus de Monterrey, d'aborder les changements climatiques, la crise alimentaire et la sécurité énergétique — des questions qui figurent depuis quelque temps déjà parmi les grandes priorités à l'ordre du jour des gouvernements. Toutefois, comme certains orateurs l'ont déjà souligné, la crise financière est un problème brûlant pour tous. Le Royaume-Uni se réjouit de débattre de ces questions à la Commission en vue de déterminer en quoi les Nations Unies peuvent

apporter une valeur ajoutée et si des mesures s'imposent ailleurs.

5. Soulignant le lien entre le traitement des changements climatiques et les avancées durables sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, elle dit que chaque pays doit incorporer l'adaptation aux changements climatiques dans son programme de développement économique et accélérer les progrès vers une économie sobre en carbone. Dans son propre pays, un Département de l'énergie et des changements climatiques vient d'être créé. Le vaste mandat de la Commission offre l'occasion d'intégrer les changements climatiques dans tout le travail des Nations Unies.

6. La Conférence d'examen de Doha sera l'occasion de s'appuyer sur l'élan qu'ont créé au cours de l'année écoulée d'autres conférences et réunions, notamment la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, organisé au Ghana, et, plus récemment, la Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et la Réunion de haut niveau sur les besoins de développement de l'Afrique. En conséquence, le Royaume-Uni estime que des négociations parallèles, au sein de la Deuxième commission, sur les questions qui ont trait au financement en vue du développement, à la veille de Doha, peuvent nuire à son résultat.

7. **M. Abdelaziz** (Égypte) invite instamment la Commission à adopter une approche efficace et novatrice pour s'attaquer aux crises qui ont éclaté simultanément et sans précédent au cours de l'année écoulée, et à leurs répercussions sur les efforts de développement des pays en voie de développement. Les récentes Réunion de haut niveau sur les besoins de développement de l'Afrique et Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement ont révélé la préoccupation croissante que suscitent à l'échelle internationale la lenteur du développement en Afrique et la probabilité de voir un grand nombre de pays en développement, en particulier en Afrique, ne pas atteindre les objectifs d'ici à 2015. Une réaction internationale s'impose d'urgence pour mettre en place des mécanismes de suivi afin de contrôler ce qui a été convenu à ces deux réunions en ce qui concerne la coopération internationale entre les pays en développement et leurs partenaires du développement. L'Égypte soutient la proposition du Secrétaire général d'organiser une conférence d'examen du suivi en 2010.

8. Il lance un appel à un dialogue élargi, avec la participation de toutes les parties prenantes, et à un véritable partenariat mondial afin d'apporter une solution à la crise alimentaire et énergétique, y compris aux questions structurelles qui ont trait aux changements climatiques, aux produits alimentaires subventionnés et à la production de biocarburants. L'Égypte salue l'initiative du Secrétaire général consistant à créer une équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale et espère voir une meilleure coopération entre l'équipe spéciale et les États membres au sein de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social. Une résolution de l'Assemblée générale sera nécessaire pour transformer la préoccupation croissante au plan international en un plan d'action global, conformément à la proposition formulée par l'Égypte, le Chili et l'Indonésie de se concentrer sur la crise alimentaire et énergétique en tant que question centrale du débat général de la session en cours.

9. Il ne fait pas de doute que les événements récents et exceptionnels sur les marchés financiers ainsi que leurs répercussions sur l'ensemble de l'économie globale ont montré qu'il est important de revoir globalement les systèmes économiques et financiers et de renforcer la surveillance et la réglementation. Un contrôle plus poussé du paysage financier doit garantir que les pays en développement aient leur mot à dire dans le processus décisionnel économique international.

10. Un autre événement économique défavorable a été l'absence d'accord, dans le cadre du cycle de négociations de Doha pour le développement, sur l'ouverture des nouveaux marchés et la solution des problèmes agricoles, qui feraient du commerce un véritable moteur de croissance et de développement dans les pays en développement. L'Égypte réitère son appel aux pays développés pour qu'ils fassent preuve de la souplesse nécessaire pour aboutir à un accord.

11. Ce qui aggrave ce sombre scénario, c'est la régression du volume de l'aide publique au développement (APD) aux pays en développement pour la deuxième année consécutive. Les pays développés ont renié leur promesse, formulée dans toutes les enceintes, de doubler l'aide à l'Afrique d'ici à 2010 et d'atteindre une APD équivalente à 0,7 pour cent du revenu national brut (RNB). En outre, l'aide fournie reflète en grande partie les priorités des pays donateurs plutôt que celles des pays bénéficiaires, ce

qui est contraire au principe de la maîtrise nationale. L'Égypte invite les pays développés à respecter les calendriers qu'ils ont fixés pour l'APD et les principes convenus qui régissent la coopération internationale au développement.

12. L'Égypte réitère son soutien au plan d'action de Bali et à la feuille de route de Bali et attend avec intérêt le résultat de la quatorzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui doit avoir lieu à Poznań en décembre 2008 et dont on espère qu'elle contribuera à l'obtention d'un consensus mondial sur la coopération future en matière de changements climatiques d'ici à la Conférence des parties de 2009 à Copenhague. Tout en soulignant que la Convention-cadre est la base de la solution des problèmes liés aux changements climatiques, l'Égypte rappelle ses propositions : attirer particulièrement l'attention sur les besoins des pays vulnérables et dresser une liste précisant quels sont ces pays, afin de leur fournir l'aide nécessaire pour l'atténuation, l'adaptation, le transfert de technologie et la constitution de capacités.

13. Le rôle des Nations Unies en matière de développement doit être renforcé par les activités opérationnelles de ses programmes, de ses fonds et de ses organismes spécialisés dans les pays en développement. L'Égypte salue l'adoption de la résolution 62/208 de l'Assemblée générale relative à l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et a également appuyé l'adoption de la résolution 62/277 relative à la cohérence du système des Nations Unies, étant entendu que la cohérence à l'échelle du système a pour principal objectif d'accroître l'efficacité des activités des Nations Unies, et pas simplement d'assurer la cohérence pour la cohérence.

14. L'Égypte accorde une importance particulière aux efforts de développement du continent africain et se félicite de l'adoption de la Déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique, adoptée à la récente réunion de haut niveau, et, en particulier, de sa disposition prévoyant l'établissement, avant la soixante-sixième session de l'Assemblée générale, d'un mécanisme destiné à assurer la mise en œuvre des engagements qui ont été convenus par la communauté internationale et par l'Afrique.

15. L'Égypte accorde également une importance particulière à l'intensification de la coopération internationale avec les pays à moyen revenu compte tenu, en particulier, des résultats positifs des conférences organisées en Espagne, en El Salvador et, plus récemment, en Namibie. Elle espère que l'Assemblée générale adoptera, pendant la session en cours, une résolution en tant que première étape vers l'élaboration d'un programme d'action intégré destiné à renforcer le processus de développement dans ces pays.

16. Les pays en développement ont respecté bon nombre de leurs engagements dans les domaines de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, de la promotion de la démocratie et de politiques économiques sérieuses, mais les pays développés, par contre, n'ont pas mis en œuvre un grand nombre d'engagements en matière de développement qui ont été convenus au niveau international. Il est nécessaire de mettre en place un mécanisme intergouvernemental de suivi de la mise en œuvre durable de tous les engagements pris au cours des conférences et sommets concernés des Nations Unies.

17. **M<sup>me</sup> Sahussarungsi** (Thaïlande) dit qu'au cours d'une année qui correspond à deux points de mi-parcours majeurs — l'un relatif aux objectifs du Millénaire pour le développement, et l'autre, au Programme d'action d'Almaty —, la Commission doit faire office de catalyseur d'une coopération et d'un dynamisme accrus dans la poursuite du développement durable, en particulier dans ses dimensions économique et environnementale.

18. L'année 2007 — dixième anniversaire de la crise financière asiatique — a vu le début de la crise des prêts hypothécaires à haut risque, dont les vagues de choc ont déferlé sur le monde entier. Malgré l'application de réformes et de mesures de restructuration économique et financière radicales ainsi que l'adoption, par la plupart des pays, de mesures de bonne gouvernance publique et des sociétés, le monde reste exposé à une crise financière mondiale. Les toutes dernières perturbations financières aux États-Unis ont montré clairement qu'il était urgent de s'attaquer à la question du système financier international et, plus particulièrement, au rôle des institutions financières internationales. Il est temps que la Commission pèse de tout son poids pour lancer à l'échelle mondiale un débat sur la question.

19. Alors que nous sommes presque à mi-chemin du délai imparti pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, un tiers de la population mondiale dispose de moins d'un dollar par jour pour subsister et plusieurs pays en développement et de pays les moins avancés ne sont pas en voie d'atteindre les objectifs dans les délais. Il ressort à l'évidence de la discussion à la réunion de haut niveau que des mesures immédiates et spécifiques sont nécessaires pour corriger cette situation. Les pays développés doivent tenir leurs engagements, en particulier pour ce qui est de l'APD aux pays en développement et aux pays les moins avancés. Le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement qui s'est tenu le mois dernier à Accra a adopté le Programme d'action d'Accra, qui vise à compléter la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Le programme réitère l'importance d'une aide efficace, en particulier de la responsabilité et de la transparence de l'aide et de la nécessité d'accorder la priorité aux besoins des pays en développement. La future Conférence internationale de suivi sur le financement du développement offrira une autre occasion de se livrer à une recherche collective de voies et de moyens novateurs de financement du développement.

20. La Commission doit intensifier ses efforts en vue de renforcer la coopération Sud-Sud, qui est un mécanisme important pour aider les pays en développement à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. La coopération Sud-Sud ne doit pas être considérée comme un substitut de la coopération Nord-Sud, mais les deux modalités doivent se compléter mutuellement comme moyen de transfert de connaissances et de capacités d'un pays développé à un pays en développement par le biais d'une coopération triangulaire Nord-Sud-Sud.

21. Toutefois, le partenariat mondial n'est pas seulement une question d'aide, mais aussi d'offrir la possibilité aux pays en développement de s'extraire de la pauvreté. La Commission doit dès lors fournir des indications fortes à tous les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) concernant la nécessité d'une plus grande flexibilité, afin que les négociations sur les modalités, voire sur l'ensemble du Programme de Doha pour le développement, puissent être conclues dès que possible. La Thaïlande soutient l'accord d'Accra adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à sa douzième session et exhorte tous les organes concernés des Nations Unies à soutenir sa mise en œuvre.

22. **M. Davide** (Philippines) évoque la description par le Secrétaire général de la confluence des crises — « l'affaiblissement de l'économie mondiale, la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ainsi que [...] les changements climatiques » — à la réunion ministérielle du Groupe des 77 et de la Chine qui s'est tenue quelques jours auparavant. Les Philippines ont relevé, il y a un an, les signes avant-coureurs des difficultés financières provoquées par la crise des prêts hypothécaires à haut risque, mais on n'aurait pu imaginer l'étendue des dégâts et de l'incertitude qui sont apparus depuis en si peu de temps. Le monde assiste aujourd'hui à ce qui pourrait être la plus grave crise financière mondiale de mémoire récente, et la totalité de ses conséquences reste à venir. Tous les pays risquent sérieusement de subir un bouleversement économique, ce qui annulerait tout progrès qu'ils ont pu faire sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres objectifs convenus au plan international.

23. Sa délégation craint qu'une prolifération d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux puisse créer des distorsions qui réduiraient l'objectif déclaré du cycle de Doha : le commerce équitable et libre. Elle espère que le cycle de Doha pourra être repris à bref délai et que toutes les parties envisageront les négociations sous un jour nouveau. La Conférence internationale de suivi sur le financement du développement acquiert une importance accrue dans le contexte du tumulte financier auquel sont actuellement confrontés tous les pays. Sa délégation espère que le consensus de Monterrey restera en bonne voie et que les engagements de financement du développement seront renouvelés et revivifiés.

24. Il faut louer le Secrétaire général pour avoir pris des mesures rapides et décisives pour s'attaquer à la crise alimentaire mondiale. Le processus qui mène à la formulation du cadre d'action global fait figure de modèle de la manière dont les Nations Unies peuvent identifier un problème, organiser les organismes concernés et galvaniser les États membres afin qu'ils prennent des mesures rapides et coordonnées pour s'attaquer à un problème mondial. Les mesures immédiates et à plus long terme décrites dans le cadre fournissent un modèle pour les réponses des pays à la crise. En conséquence, les Philippines ont alloué 30 milliards de pesos pour la recherche et le développement, l'infrastructure agricole, les systèmes

de culture durable intégrés, la biotechnologie du riz et l'éducation.

25. Le sous-investissement en agriculture est cité parmi les facteurs qui contribuent à l'augmentation des prix des denrées alimentaires. D'après la Banque mondiale, dont le prémonitoire *Rapport sur le développement dans le monde 2008* portait comme sous-titre « L'agriculture au service du développement », l'agriculture est, pour les pays en développement, un moyen d'assurer la croissance économique et, partant, de réduire la pauvreté et la faim. Le recentrage sur l'agriculture aidera aussi les pays à s'attaquer à l'écart entre les sexes et à atteindre la durabilité environnementale. Tout comme pour les biocarburants — qui ont apparemment un effet positif sur l'agro-industrie mais un effet négatif sur les prix des denrées alimentaires —, la politique des Philippines qui consiste à cultiver des sources non alimentaires de biocarburant sur des terres qui ne sont pas actuellement utilisées à des fins de production de denrées alimentaires peut constituer une voie à suivre pour les pays qui recherchent un équilibre durable entre les besoins en denrées alimentaire et les besoins énergétiques.

26. En ce qui concerne les effets mondiaux des changements climatiques, il exprime l'espoir que les pays prendront des mesures rapides et concertées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les Philippines, en tant que négociateur actif dans le cadre du processus relatif à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, invitent toutes les parties à voir ce qui est globalement bon pour les générations futures et à négocier sérieusement dans le cadre de la Conférence de Poznań sur les changements climatiques en vue de préparer le terrain pour un résultat positif de la Conférence de Copenhague en 2009. L'obligation pour l'État de protéger l'environnement est consacrée par la Constitution des Philippines et par la jurisprudence de sa Cour suprême. Sa délégation espère que ce principe sera défendu par toutes les nations.

27. L'augmentation des prix de l'énergie offre une forte incitation à adopter une approche de la politique énergétique plus sensible à la question du carbone. Les Philippines sont bien engagés sur la voie d'une énergie plus verte, non seulement en étudiant les sources énergétiques renouvelables et non classiques mais aussi en encourageant les changements de comportement des

consommateurs, par exemple, par la suppression progressive des ampoules à incandescence.

28. En tant que grand pays d'origine, les Philippines sont parfaitement au fait des divers aspects de la migration, qui ne manquera pas de s'amplifier à mesure que la mondialisation continue d'effacer les frontières. Ses implications profondes pour la croissance et le développement des pays tant d'origine que de destination doivent être reconnues. Il est vital pour toutes les parties prenantes d'avoir une compréhension plus large de la question. Les Philippines invitent tous les États membres à participer activement au deuxième Forum mondial sur la migration et le développement qui aura lieu à Manille du 27 au 30 octobre et dont le résultat alimentera l'examen, par la Deuxième commission, de la résolution biennale sur la migration et le développement.

29. **M. Ettalhi** (Jamahiriya arabe libyenne) exprime l'espoir que l'élan produit par la Réunion de haut niveau sur les besoins de développement de l'Afrique et la Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement contribuera à transposer dans la réalité le droit au développement. La Conférence d'examen de Doha fournira l'occasion de mettre en place un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des engagements concernés. Il faut que le système international des échanges élimine le protectionnisme et garantisse l'accès aux marchés pour les produits en provenance de pays en développement. Il invite à faciliter l'adhésion des pays en développement à l'OMC et à renforcer le rôle de la CNUCED dans la réponse aux problèmes de développement, de commerce et d'investissement. La crise économique actuelle est l'occasion de réformer les institutions financières internationales afin que les pays en développement y soient mieux représentés.

30. La corruption, les pots-de-vin et le blanchiment de capitaux sont des obstacles sérieux au développement en Afrique, ainsi qu'une menace pour la sécurité dans le monde. Les fonds détenus dans les pays où il est facile de blanchir des capitaux doivent être restitués aux pays d'origine, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale. Relevant les effets négatifs de la désertification et de la sécheresse sur son propre pays et sur d'autres, il invite instamment à adhérer à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à mettre au point des technologies non polluantes pour les combustibles

fossiles qui sont nécessaires pour répondre à la demande. Son pays est un des premiers à avoir attiré l'attention sur la crise alimentaire mondiale et a dégagé 5 milliards de dollars des États-Unis pour financer des projets dans le domaine de la sécurité alimentaire en Afrique. Son Excellence le colonel Muammar Al-Qadhafi, chef de la Révolution, a lancé personnellement une initiative contre la faim au dixième Sommet de la Communauté des États sahélo-sahariens qui a eu lieu en juin 2008 au Bénin.

31. Soulignant l'importance vitale d'une coopération Sud-Sud plus forte, il invite à appliquer les recommandations du deuxième Sommet du Sud et salue la décision d'organiser la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, qui se tiendra en 2009 en Argentine pour faire le point sur la mise en œuvre du plan d'action de Buenos Aires et du plan d'action de Doha. La mondialisation doit aller de pair avec une dimension du développement qui répartisse équitablement ses avantages et qui ne permette pas que le régime des droits de propriété intellectuelle bloque l'accès, à des prix raisonnables, aux technologies et aux médicaments nécessaires à la survie. Il espère que les États membres de l'OMC appuieront la demande d'adhésion de son pays, dont l'examen a été accepté en 2004.

32. **M. Chabar** (Maroc) dit que les crises alimentaire, environnementale, financière, climatique et du carburant auront des effets particulièrement dévastateurs sur les pays en développement et menacent de mettre à néant les efforts déployés et les progrès réalisés jusque-là en matière de lutte contre la faim et la pauvreté. En réponse à ces défis, la communauté internationale doit venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin et faire preuve de la volonté politique et de la détermination requises pour trouver des solutions durables, y compris au profit des générations futures. Il est fondamental de prendre des mesures urgentes pour s'attaquer aux causes structurelles et conjoncturelles qui ont conduit à la situation actuelle, qui offre une opportunité à la communauté internationale de repenser les politiques pratiquées jusque-là et de renforcer la coopération afin d'agir collectivement et rapidement.

33. L'échec des négociations commerciales multilatérales de l'OMC aura des implications négatives sur la croissance économique, en particulier dans les pays en développement, ainsi que sur le système commercial multilatéral. C'est pourquoi il est

absolument nécessaire pour les membres de l'OMC de reprendre les négociations et de ne pas abandonner les progrès enregistrés jusqu'ici dans un certain nombre de secteurs. La conclusion du cycle de Doha et la suppression des obstacles qui pénalisent les exportations des pays en développement contribueront largement à relever le défi du développement. Le commerce international ne peut être un moteur de croissance que pour autant qu'il existe un équilibre dans le commerce mondial, une cohérence dans les politiques financières, monétaires et commerciales mondiales et, surtout, un partenariat mondial renforcé pour le développement.

34. La Réunion de haut niveau sur les besoins de développement de l'Afrique, la Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et la Réunion de haut niveau consacrée à l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Almaty, organisées au début de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, ont envoyé un message politique clair sur l'urgente nécessité de mettre en œuvre les engagements pris et de renforcer la coopération internationale pour le développement, pour que les objectifs du Millénaire pour le développement puissent devenir une réalité. Malgré les performances économiques réalisées ces dernières années par les pays africains, la flambée des prix des produits agricoles, couplée à l'envolée des prix du pétrole, a gravement compromis leurs perspectives de réalisation de ces objectifs. La plupart des pays africains dépendent dans des proportions importantes des importations pour assurer leur sécurité alimentaire et couvrir leurs besoins énergétiques, ce qui entraîne des déficits importants de leur balance des paiements, aggrave leur endettement et affecte négativement leur capacité de financer leur propre développement.

35. La Conférence internationale de suivi sur le financement du développement sera l'occasion de dresser l'inventaire des progrès réalisés en matière de mise en œuvre du partenariat mondial pour le développement, d'apporter des réponses efficaces au défi du développement et d'enclencher une réforme de la gouvernance économique mondiale et de l'architecture financière internationale, en vue de mettre en place un système financier international qui soutienne et favorise la croissance et la prospérité dans tous les pays. Toutefois, le projet de document final relatif à l'examen de la mise en œuvre du consensus de Monterrey manque d'ambition sous sa forme actuelle

et reste en deçà des attentes des pays en développement. Selon eux, le document devrait être adapté aux réalités internationales et aux questions émergentes qui nous préoccupent tous.

36. **M. Ali** (Malaisie) dit que, pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, il sera nécessaire de surmonter les défaillances de la politique, le manque de capacités nationales et l'aide internationale insuffisante. Sa délégation appuie la proposition du Secrétaire général d'organiser une conférence d'examen en 2010.

37. Le principe du gouvernement minimal adopté par le consensus de Washington a été un des échecs de la politique à ce jour. La Malaisie a conclu de sa propre expérience que l'intervention des pouvoirs publics est essentielle aux niveaux inférieurs de développement socio-économique. Seuls les gouvernements sont en mesure d'intégrer le développement social et économique dans les considérations environnementales, et le secteur privé peut tout au plus jouer un rôle de soutien important à ce stade de développement. Toutefois, le rôle crucial joué par les pouvoirs publics implique que leur gouvernance soit de qualité.

38. Par définition, les pays en développement sont des pays qui disposent de faibles capacités nationales dans l'ensemble des domaines. La constitution de capacités nationales dans des domaines comme l'éducation et la santé est une opération nécessairement complexe et ardue, mais le rôle des Nations Unies à cet égard a été clairement défini dans le cadre de l'Examen triennal complet, qui a reconnu que le développement des capacités est une fonction de base du système de développement des Nations Unies. Cela étant, si l'on veut atteindre les objectifs dans ce domaine, il faut aussi accorder une attention accrue au développement de l'infrastructure et à la fourniture directe d'aide en vue de renforcer les capacités productives.

39. Alors qu'une aide accrue du monde développé est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement, le niveau de l'APD a diminué en termes nominaux. Ce qui est nécessaire, dès lors, c'est un mécanisme international administré par les Nations Unies pour contrôler les niveaux et les engagements de l'APD. Un tel mécanisme devrait rendre compte chaque année au Conseil économique et social des progrès enregistrés à cet égard.

40. Il importe par ailleurs de tenir compte des implications respectives des crises alimentaire, climatique et du carburant. Par exemple, le monde commence à peine à comprendre aujourd'hui les avantages et les inconvénients des sources d'énergie alternatives, en particulier des sources d'origine agricole. Toutefois, les méthodes actuelles de production agricole à forte consommation d'énergie et de produits chimiques aggravent les changements climatiques. Il est dès lors important, de toute évidence, de mettre au point des méthodes agricoles plus compatibles avec l'environnement en encourageant la recherche dans le domaine des nouvelles techniques agricoles, d'élaborer des techniques commercialement viables suite à cette recherche et de permettre au monde en développement d'avoir accès à ces techniques.

41. Puisque qu'il est indéniable que le transfert de technologies peut jouer un rôle essentiel dans la solution des crises convergentes auxquelles le monde est en proie, il faut que la communauté internationale commence immédiatement à prendre des mesures hardies pour mettre en place un système international de transfert de technologies. Ce système doit avoir pour but de garantir l'accessibilité générale et économique, l'adéquation et l'adaptabilité des technologies dont les pays en développement ont besoin pour surmonter les crises actuelles. La proposition récente du Groupe des 77 et de la Chine visant à adopter un mécanisme de transfert de technologies au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques fournit le cadre d'un système international plus large pour le transfert de technologies.

42. Il est encore trop tôt pour formuler, sur le plan des politiques, des conclusions définitives sur la manière d'empêcher des crises semblables à l'avenir, mais certains enseignements ont déjà été tirés. Premièrement, il existe des dangers intrinsèques dans une économie mondiale qui dépend trop fortement des États-Unis comme principal moteur de croissance, en particulier si ce pays dépend lui-même de la consommation basée sur le crédit. Deuxièmement, les marchés ou les agences de notation auxquelles se fient les banques ne peuvent seuls attribuer avec précision un prix aux risques. Troisièmement, le manque de réglementation entraîne inévitablement un manque d'information, en particulier au sujet des nouveaux instruments financiers. Quatrièmement, l'innovation



financière a augmenté la vulnérabilité des marchés financiers en propageant plus également les risques partout dans le monde.

43. Malheureusement, le monde entier subira les conséquences de la crise financière actuelle, soit directement par une croissance plus faible à l'échelle mondiale, soit indirectement par une diminution de l'APD. Il importe dès lors de se demander ce que l'on peut faire pour mettre fin à ce « capitalisme de casino », dans lequel seuls quelques-uns cueillent les fruits de la prospérité, mais tous doivent subir ses conséquences. Il est aussi pertinent de se demander pourquoi rien n'a été fait pour éviter les crises alimentaire, climatique, financière et du carburant que les Nations Unies ont prédites depuis longtemps. De toute évidence, il est nécessaire de résoudre l'hiatus entre le travail d'analyse des Nations Unies et ses rôles de défense, de promotion et de mise en œuvre.

44. **M<sup>me</sup> Loza** (Nicaragua) dit que les crises alimentaire, énergétique et environnementale ont été aggravées par une crise financière qui est indubitablement le résultat de la dérégulation et de la privatisation des services financiers. La crise financière a débuté dans les grandes économies des pays qui ont non seulement prôné le marché libre mais qui l'ont imposé aux autres. Il est clair que l'imposition de telles politiques discréditées n'a pas été efficace pour atteindre les objectifs poursuivis, que du contraire.

45. Le monde possède suffisamment de ressources et de technologies pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, et la production agricole peut nourrir le double de la population mondiale actuelle. Ce qui manque, c'est la volonté politique et la solidarité pour contribuer au bien-être humain, pour alimenter les gens plutôt que les machines, pour cesser d'imposer des conditions pour l'aide et pour supprimer les distorsions du marché qui empêchent les agriculteurs du monde en développement d'être aussi compétitifs que ceux du monde développé.

46. Le système consumériste est intenable. Une profonde restructuration du système financier, économique et commercial est dès lors impérative. Il incombe aux Nations Unies d'être le fer de lance des changements radicaux qui sont nécessaires à la fois dans la structure financière mondiale et dans la conscience humaine en vue d'éviter ce type de crises à l'avenir. C'est la raison pour laquelle un cycle de

développement ne doit plus s'appuyer sur le marché libre mais sur la promotion d'échanges qui contribuent à l'équilibre entre les pays et les régions et qui respectent l'environnement. Sa délégation espère que la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement qui aura lieu prochainement débouchera sur des mesures tangibles et immédiates à cet égard.

47. **M. Hoppe** (Allemagne), *Vice-Président, occupe la présidence.*

48. **M. Weisleder** (Costa Rica) dit que ces temps difficiles doivent être considérés comme une occasion de rompre avec la routine. La communauté internationale doit faire preuve de plus de créativité et de conciliation que par le passé, parce que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a été mise en péril par la combinaison des crises alimentaire, énergétique et financière.

49. D'une part, les pays développés doivent saisir l'occasion de respecter leur engagement d'APD de 0,7 pour cent, ouvrir leurs marchés aux exportations des pays en développement, supprimer leurs subventions et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir une issue favorable du cycle de Doha. D'autre part, les pays pauvres à revenu intermédiaire doivent améliorer leur gouvernance, ce qui implique qu'ils dépensent et investissent de manière efficace et éthique. Si la bonne gouvernance n'est pas synonyme d'imposition d'une forme particulière de gouvernance, elle est étroitement associée à la mise en œuvre de politiques efficaces pour la promotion d'un développement équilibré, démocratique et qui n'exclut personne.

50. La mondialisation doit être contrôlée de manière à ce que tout le monde profite de ses avantages, en particulier les plus faibles et les plus privés de droits. Les pays les plus pauvres du monde méritent un soutien et une aide particuliers, mais ils doivent aussi adopter des mesures et des politiques plus efficaces destinées à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Certains pays d'Afrique ont déjà réussi la transition à cet égard. Sa délégation espère que tous les pays feront de même.

51. **M. Al-Fayez** (Arabie saoudite) dit que l'aide au développement et l'éradication de la pauvreté sont non seulement des obligations morales mais sont aussi vitales pour la paix et la stabilité mondiales. Le consensus et la coopération au plan international entre les pays moins avancés sont essentiels pour la

réalisation des objectifs de développement, tout comme l'ouverture à l'adhésion à l'OMC et l'exemption des droits de douane pour les produits provenant de pays en développement. Le rôle des Nations Unies et, en particulier, celui du Conseil économique et social sont essentiels pour appuyer la coopération internationale en vue d'atteindre les objectifs de développement convenus internationalement et encourager la maîtrise de leurs programmes de développement par les pays en développement. Au cours des trente dernières années, son pays a fourni plus de 84 milliards de dollars des États-Unis à 87 pays en développement, soit en moyenne 4 pour cent de son produit national brut (PNB), et a lui-même dépassé les objectifs de développement dans plusieurs domaines.

52. Le développement, pour être durable, doit être également réparti entre ses trois piliers : économique, social et environnemental. La sélectivité de l'invitation de certains pays industrialisés à s'abstenir d'utiliser des combustibles fossiles est troublante. En tant que signataire des accords internationaux sur l'environnement, y compris du Protocole de Kyoto, son pays continuera d'œuvrer à la mise au point de technologies propres utilisant les combustibles fossiles et à la protection de l'environnement conjointement avec la croissance économique sur la base du principe des responsabilités communes mais différenciées. La mondialisation doit aller au-delà de la simple ouverture des marchés et inclure l'élévation des niveaux de vie, la fin de la pauvreté, la lutte contre la maladie et l'offre de possibilités pour tous.

53. **M. Chan** Khar Liang (Singapour) dit que le monde en constante mutation est assailli par une confluence d'événements négatifs, en particuliers les crises énergétique, alimentaire et climatique. La crise financière actuelle aura des implications mondiales profondes et durables qui auront certainement des effets négatifs sur bon nombre d'efforts collectifs de la communauté internationale, notamment la mise en œuvre du consensus de Monterrey et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il est dès lors impératif de stabiliser les marchés financiers internationaux et d'examiner comment adapter le système économique mondial aux défis complexes qui nous attendent.

54. Au cours de ses travaux, la Commission elle-même ne doit pas ignorer ces défis mondiaux et doit constamment adopter une approche orientée vers l'action afin de trouver des solutions viables. Ce

faisant, elle doit trouver le courage de s'attaquer directement aux défis de manière coordonnée et collaborative. Il est essentiel que la Commission aille au-delà du domaine familier de la discussion et se concentre sur l'amélioration des méthodes pour mettre en œuvre et renforcer les systèmes d'exécution sur le terrain. Les résolutions de la Commission doivent dès lors mobiliser les ressources et la volonté politique nécessaires pour transposer les paroles en mesures concrètes.

55. La communauté internationale doit aussi trouver la volonté politique de reprendre dès que possible le cycle de Doha afin de stabiliser et de renforcer encore le système commercial mondial. La réussite du cycle de Doha est importante parce qu'elle ouvrira de nouveaux marchés, en particulier pour les pays en développement, et renforcera l'ouverture sur une base multilatérale. L'échec des discussions peut déboucher sur plus de protectionnisme, ce qui réduirait de milliards de dollars le bien-être à l'échelle mondiale et, à terme, entraverait la croissance économique. La communauté internationale doit dès lors continuer à rechercher une forte croissance du commerce mondial.

56. **M. Amil** (Pakistan) dit que le monde est en proie à une situation d'urgence en matière de développement, déclenchée par une confluence sans précédent de crises multiples qui ont un effet particulièrement dévastateur sur son pays et sa région. Dans des moments aussi exceptionnels, les solutions normales et les prescriptions ordinaires seront sans effet. Il faut dès lors que les Nations Unies prennent l'initiative de promouvoir à l'échelle planétaire un dialogue qui n'exclue personne afin de trouver des solutions. Il convient aussi d'examiner plus attentivement les suggestions formulées dans les rapports des Nations Unies qui ont anticipé le ralentissement économique et la crise financière actuels. Les Nations Unies, qui ont déjà pris l'initiative en réunissant les dirigeants à l'échelle mondiale pour mener ensemble une réflexion collective sur des questions essentielles comme les changements climatiques, le financement du développement et la crise alimentaire, doivent à présent focaliser l'attention du monde sur la situation actuelle en convoquant une réunion spécifique axée sur le développement, conformément à la résolution 60/265 de l'Assemblée générale, une réunion spéciale du Conseil économique et social ou une réunion spéciale de haut niveau.

57. Les crises actuelles offrent l'occasion de renforcer encore le rôle des Nations Unies en matière de fixation des normes pour la coopération au développement et le suivi de la mise en œuvre, et de donner une nouvelle vigueur à l'engagement de la communauté internationale pour un véritable partenariat mondial pour le développement. Elles devraient, en particulier, contribuer à donner l'élan politique à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement et conférer une nouvelle urgence aux efforts déployés au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en vue d'aboutir à la mise en œuvre effective du Plan d'action de Bali et des engagements pris précédemment par les pays développés par rapport aux changements climatiques.

58. L'accès à la technologie est essentiel si l'on veut que les pays en développement relèvent les défis du développement dans une économie mondiale basée sur la connaissance. Il importe de convenir des meilleures façons pour les pays en développement d'accéder à la technologie, notamment en prenant des mesures pour résoudre les contraintes qu'impose le régime mondial des droits de propriété intellectuelle. Il faut aussi encourager la recherche et le développement portant sur les problèmes et les priorités des pays en développement, notamment par des incitations appropriées pour le secteur privé.

59. Dans le domaine du commerce et du développement, les Nations Unies peuvent contribuer à faire progresser le débat et relancer et mener à bien le cycle de négociations de Doha pour le développement en favorisant le consensus sur la résolution de la Commission relative au commerce et au développement et en aboutissant rapidement à un accord sur la disposition relative au commerce contenue dans le projet de document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement.

60. **M. Mbuende** (Namibie) dit qu'en cas d'absence de réponse urgente aux défis sans précédent auxquels le monde est aujourd'hui confronté, l'agenda du développement pourrait capoter. La crise financière actuelle a mis au jour les faiblesses d'un système financier autorégulé et confirmé l'incapacité des institutions financières et économiques existantes de gérer efficacement le système. Il faut dès lors revoir leurs mandats et leurs structures, surtout parce que les problèmes ont été aggravés par un manque de contrôle

réglementaire et une compréhension insuffisante des instruments financiers dit « novateurs ».

61. Les budgets du développement de pays qui, comme la Namibie, sont des importateurs nets de denrées alimentaires et de pétrole subissent actuellement des contraintes énormes suite à la crise alimentaire et énergétique. Les changements climatiques aussi font peser une charge financière supplémentaire sur la Namibie qui, comme d'autres pays en développement, est un émetteur insignifiant de gaz à effet de serre, mais est fortement vulnérable aux effets des changements climatiques. Puisque les pays industrialisés doivent prendre l'initiative en matière d'atténuation des changements climatiques et de soutien aux efforts d'adaptation des pays en développement, conformément au principe des « responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives », sa délégation appelle à la capitalisation immédiate et intégrale du Fonds pour l'adaptation, créé à la troisième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto.

62. L'Afrique n'est toujours pas en passe d'atteindre la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement : la croissance économique reste inférieure à l'objectif de 7 pour cent nécessaire pour éradiquer l'extrême pauvreté, et la création d'emplois reste à la traîne par rapport à la croissance économique. La communauté internationale doit dès lors redoubler d'efforts pour augmenter son aide financière et technique aux pays en développement, en particulier d'Afrique, si l'on veut que les objectifs soient atteints à la date cible. L'impasse qui se poursuit dans le cycle de négociations de Doha pour le développement a également des effets négatifs sur le développement et sur la lutte contre la pauvreté et affecte aussi d'autres domaines des négociations, notamment l'initiative Aide pour le commerce.

63. Sa délégation a l'intention de déposer un projet de résolution à la Commission visant à mandater le système des Nations Unies à soutenir les efforts de développement des pays en développement à revenu intermédiaire et à leur permettre ainsi de s'attaquer aux domaines de vulnérabilités de base qui ont été épinglés aux trois Conférences internationales sur la coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire puisque, selon plusieurs études, plus de 40 pour cent des personnes qui survivent avec moins d'un dollar par jour vivent dans ces pays. La

Conférence internationale de suivi sur le financement du développement promet d'être une réussite, mais elle serait une occasion manquée si elle ne s'attaquait pas aux lacunes et aux défauts constatés dans la mise en œuvre du consensus de Monterrey, notamment en ce qui concerne les pays à revenu intermédiaire. De plus, son succès sera mesuré en fin de compte au degré de mise en pratique de ses résolutions.

64. **M. Shin** Boo-Nam (République de Corée) dit que les Nations Unies doivent jouer un rôle majeur dans la réponse aux crises sans précédent auxquelles la communauté internationale est aujourd'hui confrontée, notamment en concevant des stratégies qui sont adaptées à – et ciblées sur – chaque crise. À cet égard, il faut saluer la réaction rapide du Secrétaire général, qui a mis en place une équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Puisque, selon les estimations contenues dans le cadre d'action global de l'équipe spéciale, 25 à 40 milliards de dollars supplémentaires doivent être investis chaque année pour garantir la sécurité alimentaire mondiale, son pays contribuera à hauteur de 100 millions de dollars au cours des trois prochaines années à l'aide alimentaire d'urgence et à l'assistance au renforcement des capacités agricoles des pays en développement et fournira une assistance technique en s'appuyant sur son expérience de première main dans le domaine du développement agricole.

65. Avec les changements climatiques qui menacent de compromettre la réalisation des objectifs, la communauté internationale, pays développés comme en développement, doit progresser résolument sur la voie de la conception d'un régime relatif aux changements climatiques pour la période qui suit 2012. Sa délégation exprime à cet égard son soutien sans réserve au rôle mobilisateur du Secrétaire général, qui s'emploie à assurer la réussite d'un accord au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques d'ici à la fin de 2009. La République de Corée appuie la vision mondiale d'une réduction de moitié des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 et a également lancé le Partenariat climatique de l'Asie orientale, qui dégagera 200 millions de dollars des États-Unis au cours des cinq prochaines années sans ralentir la croissance économique. Sa délégation croit aussi fermement qu'un nouveau Sommet sur le développement durable devrait être organisé en 2012 et espère accueillir cet événement, étant bien placée pour jouer un rôle de

passerelle entre les pays développés et en développement.

66. Suite au succès de la Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement, qui a mobilisé des ressources supplémentaires pour répondre aux retards actuels dans la réalisation des objectifs fixés, la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement offrira une bonne occasion de réaffirmer les besoins financiers et de relancer l'engagement politique d'y pourvoir. Ayant déjà augmenté à un rythme rapide le volume de son aide ces dix dernières années, son pays compte à présent tripler cette aide, qui passera du niveau actuel à environ 3,3 milliards de dollars des États-Unis d'ici à 2015. Il a aussi, ces dernières années, triplé son APD à l'Afrique au titre de l'Initiative coréenne pour le développement de l'Afrique et contribue actuellement à la promotion d'un meilleur accès aux marchés pour les pays les moins avancés.

67. En s'attaquant à la crise financière actuelle, qui peut mettre en péril la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, notamment des objectifs du Millénaire pour le développement, il importe de ne pas reproduire les politiques protectionnistes qui ont aggravé la Grande dépression des années 1930. Il faut, au contraire, asseoir toutes les solutions sur une coopération internationale plus étroite encore et sur l'économie de marché ouverte.

68. S'agissant de la réforme des Nations Unies, son Gouvernement salue la réussite de l'adoption de l'Examen ministériel annuel et du Forum pour la coopération en matière de développement, estimant que le Conseil économique et social doit être renforcé afin qu'il puisse jouer un rôle directeur pour les questions économiques et sociales.

69. **M. Christian** (Ghana) dit que, compte tenu de l'évidence d'une interdépendance croissante des domaines économique, social et environnemental, une coopération internationale efficace est nécessaire pour relever les énormes défis auxquels l'économie mondiale est aujourd'hui confrontée. Il est manifeste, par ailleurs, que les forces du marché ne suffisent pas à elles seules à empêcher les crises financières répétées ; un système réglementaire plus rigoureux, une réponse stratégique internationale plus axée sur la relance et des mesures plus strictes pour contenir la spéculation sont nécessaires. L'incapacité des responsables

politiques à s'accorder sur de telles mesures coordonnées à l'échelle internationale a des répercussions négatives sur l'économie mondiale, y compris sur les pays en développement. Son pays, comme la plupart des autres pays du monde en développement, estime qu'une approche nouvelle fondée sur le choc des idées et sur l'échange des expériences entre tous les pays, est nécessaire pour relever les défis actuels. C'est la raison pour laquelle la participation effective des pays en développement à toute enceinte créée pour rechercher des solutions à la crise financière actuelle est vitale. À cet égard, les circonstances que nous connaissons offrent une occasion de remettre en avant la solidarité mondiale pour le développement. Des initiatives nationales ainsi que des mesures complémentaires adoptées par la communauté internationale sont nécessaires pour mobiliser les forces positives pour une mondialisation propice au développement.

70. Beaucoup de pays, en particulier les pays les moins avancés et les pays d'Afrique, demeurent à l'écart des avantages du commerce et de l'investissement. Il faut se soucier de la qualité — et pas uniquement de la quantité — des exportations nécessaires pour engendrer des ressources pour le développement. Malgré les avantages qu'apporte la diminution des obstacles aux échanges, les marchés plus ouverts entraînent aussi des coûts d'ajustement qui sont particulièrement préoccupants pour les pays en développement, comme le met en évidence l'Accord d'Accra adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa douzième session. Il importe donc de veiller à ce que la libéralisation du commerce mondial favorise pour tous la croissance, le développement et la réduction de la pauvreté.

71. Les changements climatiques menacent aujourd'hui d'affaiblir encore la situation économique de la plupart des communautés en Afrique, étant donné leur faible capacité financière et d'adaptation. Il est dès lors vital également de s'attaquer au problème du financement des mesures d'atténuation et d'adaptation dans les pays en développement, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de tout cadre éventuel après 2012.

72. Même si les pays en développement sont, en tant que groupe, des exportateurs nets de capitaux en raison du succès que connaissent certains pays en matière

d'exportations de produits manufacturés, de pétrole et de minerais, le financement extérieur reste indispensable pour que les pays pauvres puissent payer les importations supplémentaires de biens d'équipement. Certaines projections indiquent que les flux annuels d'APD vers les pays pauvres doivent être augmentés de 50 à 60 milliards de dollars des États-Unis au moins par rapport à leur niveau actuel pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Sa délégation espère à cet égard que les contraintes financières et commerciales auxquelles sont confrontés les pays en développement ainsi que les autres problèmes, comme la dette et les questions systémiques, seront traités de manière exhaustive par la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement.

73. **M. Mun Jong Chol** (République populaire démocratique de Corée) dit que les discordances Nord-Sud et les effets négatifs de la mondialisation mis en évidence par les crises récentes posent un défi pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il faut permettre aux pays en développement de choisir leurs propres stratégies de développement et ne pas les soumettre au type de politiques commerciales néoprotectionnistes qui ont fait échouer les négociations récentes de l'OMC. En ce qui concerne les changements climatiques, le principe de Rio des responsabilités communes mais différenciées doit être respecté, et les pays développés doivent honorer leurs obligations au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto en ce qui concerne à la fois les émissions de gaz à effet de serre et le transfert de technologies à des conditions favorables. Les organismes des Nations Unies ont un rôle important dans le renforcement de la coopération Sud-Sud et la création d'un environnement international favorable aux pays en développement, et les Nations Unies, en ce compris le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ne doivent pas s'écarter de leur mandat pour des motifs politiques.

74. **M. Khammanichanh** (République démocratique populaire lao) dit que les crises financière, énergétique, alimentaire et climatique menacent de renverser la progression vers les objectifs de développement convenus au plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement. En ce qui concerne la crise alimentaire mondiale, il note l'appel

du Secrétaire général à un investissement et une APD accrus pour l'agriculture et souligne la nécessité de la mise en œuvre de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale, de la création d'une banque alimentaire mondiale et d'un fonds alimentaire international, ainsi que d'une politique énergétique mondiale qui ne compromette pas la lutte contre la pauvreté et la faim. Les changements climatiques constituent une menace particulière pour les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement et doivent être abordés sur la base du principe des responsabilités communes mais différenciées. Il appelle à un partenariat renforcé entre les gouvernements, les Nations Unies et les secteurs privés pour la promotion de la mise en œuvre du développement durable de la feuille de route de Bali et la conclusion d'un accord post-Kyoto en 2009.

75. Il espère que la Conférence d'examen de Doha qui aura lieu prochainement réaffirmera les engagements de toutes les parties prenantes vis-à-vis du consensus de Monterrey et invite les pays développés à atteindre les objectifs en matière d'APD. Il appelle aussi à une conclusion rapide des négociations du cycle de Doha, à un accès sans réserve aux marchés et à une aide à la constitution de capacités pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, et à une admission plus rapide de ces pays à l'OMC. Son pays a accompli des progrès sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, mais continue d'avoir besoin d'une aide accrue de la communauté internationale.

*La séance est levée à 17 h 45.*